

Déclaration liminaire des élus force ouvrière : CTL du 28/03/2014

Monsieur le président,

Comme pour l'ensemble des agents de la Fonction Publique, le syndicat constate que les agents des ministères financiers sont aujourd'hui victimes d'une politique de modernisation de l'action publique (MAP) qui supprime les emplois publics, réduit les moyens de fonctionnement, détruit leurs missions et dégrade leurs conditions de travail, dans le cadre de plans stratégiques directionnels qui en sont la déclinaison. Dans le même temps, le pacte européen de stabilité entraîne la réduction dogmatique des dépenses publiques ayant pour conséquence le gel du le traitement des fonctionnaires pour la 5ème année, avec des promotions et avancements réduits.

Malgré les démentis se voulant rassurants du Premier ministre sur le gel de l'avancement à l'ancienneté des fonctionnaires, tout indique que le gouvernement entend bien poursuivre le gel de la valeur du point d'indice. C'est aussi sur le nombre de fonctionnaires que le gouvernement entendrait porter l'offensive pour financer le pacte de responsabilité. Dès lors, dans un contexte de fort mécontentement des journées d'actions ont été décidées.

Nos organisations considèrent que les annonces liées au pacte de responsabilité, et en particulier aux 50 milliards d'euros d'économies programmées, répondent d'une logique inacceptable d'austérité et attaquent inévitablement le financement des services publics, de la protection sociale et de la solidarité nationale alors que les besoins sociaux augmentent.

À la DGFIP, les 4 organisations syndicales Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO-DGFIP et la CFDT ont appelé les agents des finances publiques à se mobiliser Contre :

- les réductions d'emplois, la réduction drastique des moyens de fonctionnement, la démarche stratégique, déclinaison de la MAP à la DGFIP

Nous demandons l'ouverture immédiate de négociations à la DGFIP, afin de :

- revaloriser les rémunérations et améliorer les carrières,
- reconnaître les qualifications.
- améliorer les conditions de vie au travail

Pour F.O., le pacte de responsabilité, l'acte III de la décentralisation, la modernisation de l'action Publique et sa démarche stratégique, sont en tous points liés. La RGPP a en effet généré 12 milliards d'économies globales en 5 ans et le pacte triennal 2015-2017 prévoit 50 milliards d'économies sur le dos des fonctionnaires, au péril des missions de service public.

A l'issue de la journée d'action du 20 mars, il a été constaté des anomalies entre le chiffre du taux de grévistes annoncé par la Direction et ceux recueillis sur place, à cet effet, nous réitérons notre demande de vérifier les chiffres communiqués de chaque structure ainsi que leurs modalités de comptabilisation.

Le présent CTL aborde le sujet budgétaire : encore une fois, nous ne pouvons que constater la baisse drastique des moyens de fonctionnement, allant jusqu'à mettre en péril le respect des procédures par la réduction de l'affranchissement en recommandé.

Pour la campagne de notation, des approximations ont été notées quant au déroulement du recours hiérarchiques l'an passé, notamment lors des demandes d'entretiens formulés par les agents qui ont eu lieu bien après le rejet du recours hiérarchique. Nous demandons en conséquence un strict respect des procédures en la matière.

LES ELUS FO-DGFIP